

ACCUEIL DU CHAIRMAN PAR LES POPULATIONS DU SUD

DES POPULATIONS EN LIESSE QUI SCANDENT "JOSHUA OSIH NOTRE PRÉSIDENT"

NGUIDJOL NGAN MOISE RAYMOOND

Le Ministre du Shadow Cabinet du SOCIAL DEMOCRATIC FRONT en charge de l'information et des Médias, porte à la connaissance des Membres du Parti que, La Tournée Nationale de L'Honorable Chief JOSHUA OSIH, Chairman du SDF engagée depuis le 06 Avril 2024, a connu de sérieuses perturbations ce Dimanche 05 Mai 2024, dans l'exécu-

tion de ses étapes d'AKOM II et BIWONG BULU dans la Région du SUD. En effet, des groupes d'individus se revendiquant militants du Parti du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) et bien identifiés comme tels au vu de leurs tenues vestimentaires, ont érigé de nombreuses barricades sur les divers itinéraires emprun-

tés par la Délégation de Notre Chairman, rendant ainsi davantage difficile le déplacement de sa caravane déjà compromis par le mauvais état des routes, proférant des injures, des propos haineux et discriminatoires, des menaces et autres intimidations de toutes sortes à l'endroit de nos Camarades.

Comité éditorial / Editorial Committee
Les Camarades / The Comrades

Nguidjol Ngan
Atanga Mbah Mbole
Grace Ngwafor
Njinjoh Francis
Henri Kejang
Innocent Mbunyui
Eric Gama
Alexi Kamewe
Ndifor Richard
Abdulsalamu Musa
Rivel Nguemaleu
Ndah Grimbald
Louis Marie Kakdeu
Tah Ndangoh
Jean Takoungang
Djobongue
Margerate Ndzelem
Loïc Esawe
Paul Gouater
Herman Dikko

Contacts :
Tel: +237 672 77 54 93
Email : thevanguardsdf@gmail.com

Site web : www.sdf.cm

Facebook : <https://www.facebook.com/SocialDemocraticFront>

Page twitter : https://x.com/SDF_actualites?t=tSqbsUM_eM8Qt3AnB-kkQ&s=09

Youtube : https://youtu.be/b-DIW_26Uww?si=BZgD-VO-vCFOVwfBh

Toutes ces manœuvres n'ont en rien entamé le moral et la pondération de Notre Chairman et de sa délégation, déterminés qu'il le demeure à aller au bout de son programme, que le retard ainsi causé malgré tout, n'a en aucun cas empêché le déroulé ce jour. Face à cette situation préoccupante, Le Ministre du SOCIAL DEMOCRATIC FRONT en

Charge de l'information et des Médias, Engage la responsabilité du Gouvernement quant à la Sécurité de la personne de L'Honorable Chief JOSHUA OSIH et de toute sa Délégation, et sa capacité à prévenir de tels comportements inadmissibles et fortement répréhensibles tout au long de sa tournée en cours; Appelle tous les Membres du Parti au

calme et à la sérénité; Félicite L'Honorable Chief JOSHUA OSIH pour ses grandes qualités d'Homme d'Etat dont il a su faire preuve face à la furie de ces groupuscules de Compatriotes à la solde de quelques Entrepreneurs du Chaos, Chantres du Tribalisme et Promoteurs des Discours Haineux; LUI TRANSMET ENFIN LE MESSAGE DE SOUTIEN ET

D'ENCOURAGEMENT DE TOUS LES MEMBRES ET SYMPATHISANTS DU SOCIAL DEMOCRATIC FRONT, À POURSUIVRE SÈREINEMENT SA TOURNÉE NATIONALE DANS LE BUT DE CONSTRUIRE DAVANTAGE DE PONTS DE DIALOGUE ENTRE TOUS LES CAMEROUNAIS ET TOUTES LES CAMEROUNAISES.

POUR L'INTÉRÊT DU CAMEROUN, L'ENAM DOIT ÊTRE FERMÉE

PAR FABIEN ASSIGANA



Pour l'intérêt du Cameroun, l'École Nationale de Magistrature (ENAM) doit être fermée. Les promotions sorties au cours des quinze dernières années, voire plus, se sont rendues coupables des plus grandes dérives enregistrées dans la vie de l'État. Cette institution qui est supposée former

les hauts cadres de l'administration et de l'État camerounais, est plutôt devenue un gros problème, qu'une solution de la bonne gouvernance. L'ENAM ne remplit plus la mission qui lui était assignée à savoir : former du personnel pour la fonction publique ayant le sens de l'État, et pénétré de la vocation de servir

l'État. Ces dernières années, ceux qui sont issus de ce qui était supposé être la crème du sens du devoir dans la fonction publique camerounaise, tels ceux sortis de l'ENA en France, sont plutôt animés d'un esprit qui a été perverti, et en fait se servent de l'État au lieu de le servir. Il suffit d'observer les nombreux scandales de corruption, de détournement des deniers publics qui ont conduit Ministres, Fonctionnaires et Directeurs de sociétés publiques, y compris un Premier Ministre en prison. Pour redorer cette fonction, on peut

prendre comme exemple des pays anglo-saxons tels que les États-Unis et l'Angleterre, qui démontre que le Cameroun peut se passer d'une école comme l'ENAM. Il faut absolument la faire disparaître et que l'on laisse aux ministres le soin de choisir leurs collaborateurs. Ainsi, on pourra laisser chaque chef de département ministériel avoir une procédure de recrutement de son personnel, de ses ressources humaines. Ce qui l'obligera à rendre compte sur tous ses actes, et non plus se réfugier sur les soi-disant très hautes instructions.

TRIBALISME INSTITUTIONNEL ET VIOLENCES POLITIQUES : LE RDPC MONTRE LA VOIE ET GARDE SON RANG

JEAN TAKOUGANG



Pour sa rentrée politique, le Chairman Joshua Osih du SDF a entrepris depuis quelques semaines un tour du Cameroun du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest pour écouter ses concitoyens afin de pouvoir prendre en compte leurs préoccupations, leurs desiderata et leurs aspirations. Il s'agissait en fait de sa volonté de perpétuer une tradition instituée depuis les années 90 par le très regretté Ni John Fru Ndi dans un parcours initiatique qu'il avait effectué près de dix fois pendant son magistère à la tête du Social Democratic Front. Tout a très bien marché, le convoi recevant partout dans les autres régions un accueil des plus chaleureux et des

échanges dans toute la convivialité républicaine jusqu'à ce jour où, se rendant à Akom II et Biwong Bulu dans le Sud, son convoi se heurte à l'hostilité et la haine d'un groupe de jeunes excité et manipulé qui ont dressé des barricades et des troncs d'arbre pour barrer la route, exigeant bruyamment à M. Joshua Osih de rebrousser chemin parce qu'il n'était pas le bienvenu dans cette région du pays qui est, selon elles, le territoire et la propriété privée du RDPC. Ce comportement malheureux d'un « groupe de zélé » ne pouvait ne pas secouer notre mémoire et réveiller de douloureux événements survenus à une époque que l'on croyait à jamais

révolue. Ce faisant, ils ont remué le couteau dans une plaie mal cicatrisée et on s'est vu brutalement propulsé au lendemain des élections du 11 octobre 1992 où des autochtones du Sud s'en prennent à des Bamilékés et autres ressortissants des grassfields, pillant leurs commerces et brûlant leurs domiciles, commettant des actes de violences occasionnant de nombreuses pertes dans les boutiques saccagées à Ebolowa, Sangmeli-ma, Akonolinga et Mbalmayo. Le journal Le Messenger no 282 du 26 Octobre 1992 en page 10 cite les villes du sud sujettes à des émeutes et Pius Njawé, dans l'éditorial intitulé "à la croisée des machettes" en 2008 écrit : « ..., à l'occasion de l'élection présidentielle de 1992, commença à Ebolowa la chasse aux « allo-gènes ». Armés de machettes et autres armes blanches, les populations autochtones entreprirent de casser, de piller et d'incendier les biens des « Anglo-Bamis » soupçonnés d'intelligence avec le

SDF de Ni John Fru Ndi et l'Union pour le changement, qui avaient proclamé le leader charismatique vainqueur de ladite élection présidentielle devant Biya. Le mouvement s'intensifia, contraignant certains membres des communautés grassfields de la région à plier bagages, et touchant même certains quartiers périphériques de Yaoundé. Un illustre ministre de la République monta alors au créneau et déclara à la Crtv [Ndlr ... la radio télévision d'état] que le gouvernement encourageait les citoyens de Yaoundé de s'armer de machettes pour parer à d'éventuelles attaques, ajoutant même que jamais le marché de la machette ne s'était bien porté que depuis que cet appel avait été lancé. Faut-il le rappeler, cette dérive faisait suite à un autre appel insistant lancé et réitéré chaque matin sur les ondes de Radio Centre, la station provinciale de la Crtv, invitant les populations à barrer la voie aux « étrangers » qui voulaient les spolier de leur

« pouvoir ». Une véritable « radio mille collines » à la camerounaise, en fait ! »

Le Ministre de l'Administration Territoriale et les pontes du RDPC qui sont très prompts à diaboliser le fédéralisme, convoquer l'Etat Unitaire indivisible pour accuser les autres de tribalisme n'ont pas jusqu'ici condamné l'attaque du convoi du SDF dans le Sud, tout comme ils ne l'ont pas fait dernièrement à Sangmélima quand les populations ont saccagé les boutiques des allogènes sous le prétexte de barrer la voie aux militants du MRC. Au lieu de cela, un des plus puissants ministres d'Etat de la République arrivé sur les lieux a plutôt approuvé la situation en déclarant que « le Sud est le socle granitique et le bastion imprenable du RDPC » ! Comme quoi, le poisson pourrit toujours à partir la tête !

Ce comportement pose sérieusement le problème de citoyenneté dans notre pays. Y a-t-il dans notre pays des Camerounais à part entière (du Sud) et des Camerounais entièrement à part ? La citoyenneté est intimement liée à la politique et à l'appartenance à un Etat.

Être citoyen implique que l'on fait partie d'un corps politique, d'un Etat, que dans ce corps politique on jouit des droits et des devoirs politiques. La citoyenneté est le fait pour un individu, pour une famille ou pour un groupe, d'être reconnu officiellement comme citoyen, c'est-à-dire membre à part entière d'un Etat. Les ressortissants du Sud considèrent-ils les citoyens des autres régions comme des citoyens et des Camerounais à part entière ? Il y a lieu d'en douter !

La citoyenneté définit un ensemble de droits et de devoirs réciproques. Le citoyen réclame légitimement de l'Etat le respect de ses droits parce que l'Etat réclame légitimement du citoyen l'accomplissement de certains devoirs. Parmi ces droits il y a entre autres le droit d'aller et de venir librement dans son pays, celui de participer aux affaires de son pays et de bénéficier de la protection de l'Etat.

Dans une démocratie, si tant est que nous y sommes, il est non seulement important mais indispensable que toutes les personnes soient traitées de

manière égale. Cela signifie qu'elles ne font pas l'objet de discriminations en raison de leur origine ethnique, de leur langue, de leur religion, de leur sexe. Cela signifie également que les personnes ont un accès égal au libre exercice de leurs droits - par exemple, un accès égal au vote. Et quand vient le moment de voter, cela signifie que chaque voix compte de la même manière - votre voix a autant de valeur et compte autant que celle de la personne la plus riche ou la plus puissante de votre pays. L'élément le plus fondamental dans une démocratie, c'est l'égalité ! Ce groupe de jeunes excités et manipulés envisagent-ils ces droits-là pour les autres Camerounais ?

Dans une véritable démocratie, les droits de tous les citoyens sont égaux et doivent être respectés, quelle que soit la personne qui occupe le pouvoir. Et même si leurs opinions n'ont pas été retenues le jour de l'élection, ils ont toujours le droit de continuer à partager ces opinions avec les autres citoyens et le gouvernement. Cela est sain, voire néces-

saire. C'est ce qu'on appelle la tolérance : accepter les autres, leurs différences... Ce groupe de jeunes excités et manipulés envisagent-ils cela pour les autres ?

Les citoyens doivent avoir le choix le jour des élections. Cela signifie qu'une pluralité de partis politiques sont en mesure de participer librement à une campagne électorale et de représenter une option pour le peuple sur toute l'étendue du territoire. Et lorsque les partis d'opposition gagnent, il y a un transfert de pouvoir sans heurt et un nouveau débat public sur la manière de faire avancer le pays. S'il n'y a qu'un seul parti, il s'agit très probablement d'une dictature. Ce groupe de jeunes excités et manipulés comprennent-ils que depuis 1990 nous sommes dans un système multipartite et que tous les partis politiques ont le droit de parcourir toute l'étendue du territoire pour convaincre leurs concitoyens ? On peut bien en douter ! Mais pourquoi toujours le Sud ? Depuis le retour au multipartisme, il n'y a que dans le Sud que de tels comportements sont signalés.

un élu autre que du RDPC dans le Sud. On se rend enfin compte que dans le cadre du tribalisme institutionnel et des violences politiques,

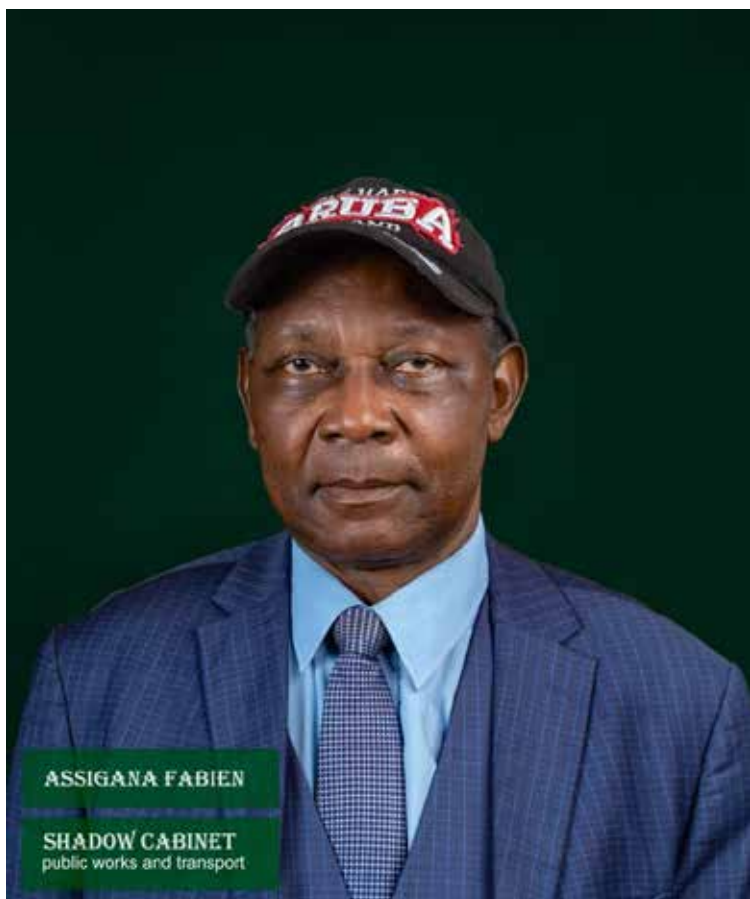
depuis 1992, le RDPC a montré la voie et garde son rang. Et si les autochtones des autres régions décidaient d'agir de la même manière

contre le RDPC et de ses militants? Je crois qu'il faudrait sérieusement y penser ! Il ne faudrait plus nous laisser intimider et vivre chez nous

comme des citoyens de seconde zone, Camerounais entièrement à part et en transit !

"POINT DE VUE POUR UNE TRANSITION SYSTÉMIQUE"

PAR FABIEN ASSIGANA



ASSIGANA FABIEN

SHADOW CABINET
public works and transport

I. PRÉAMBULE

Pour avoir un État républicain, démocratique, fort et prospère, la simple transition démocratique ne suffit plus. Il est urgent de renouveler le système d'organisation et de gouvernance. Les Camerounais doivent, urgemment par une Refondation sociétale, édifier un État de droit

moderne. Par conséquent, le changement de leadership et l'alternance politique s'avèrent urgents et salvateurs dans le cadre d'un sursaut national et patriotique, et seule une Refondation sociétale via une Transition Systémique peut juguler le Cameroun des crises.

Le défi majeur

consiste à assurer une évolution stable du processus démocratique par l'instauration des institutions véritablement indépendantes, transparentes, complémentaires et cohérentes les unes des autres.

Au Cameroun, la Transition Systémique est absolument nécessaire, et devra être une transition négociée visant à la construction d'un ordre politique post-dictature et sous-tendue par une philosophie de Réconciliation nationale. Cette transition historique permettra d'introduire un nouveau mode de gestion sociale. Ce changement va se définir comme toute transformation observable dans le temps et dans l'espace, affectant en permanence la structure et le fonctionnement de la société/communauté tout en modifiant de manière positive le

cours de son histoire.

La Transition Systémique doit toucher le noyau de l'architecture institutionnelle et structurelle. Elle revêt aujourd'hui une importance primordiale pour l'avenir du pays, car elle se déroulera dans une situation géopolitique caractérisée par une fin de cycle d'un système politique. C'est pourquoi les énergies progressistes de la République se doivent de lancer dès maintenant une initiative patriotique, pour garantir la paix sociale par-delà les événements politiques.

II. APERÇU DU CONTEXTE ACTUEL

Le régime actuel se fonde sur un mode de gouvernement archaïque générant une violence structurelle. Nous sommes en présence d'un système gangréné par de mauvaises pratiques:

- Une gouvernance corrompue et un incivisme structurel ;
- Une criminalité économique au plus haut niveau faisant du Cameroun un des pays le plus corrompu du monde ;
- Une population aux portes de la pauvreté, voire de la misère ;
- Une dégradation avancée des localités urbaines et rurales rendant les cités camerounaises de plus en plus dangereuses, et invivables ;
- Le développement économique en vrille, malgré la disponibilité de nombreuses ressources et potentialités ;
- Les revendications légitimes des populations de l'ancien "Western Cameroon" toujours insatisfaites. Signe manifeste de cette frustration, des organi-

sations "sécessionnistes" ont vu le jour et ont pris des armes depuis quelques années ;

- L'absence d'une conception nationale du vivre ensemble qui transforme en handicap ce qui devrait être un facteur de richesse culturelle pour notre pays.

III. MODALITÉS

La Transition systémique sera l'implémentation et l'application d'un nouveau mécanisme et d'une nouvelle vision du Cameroun. Il s'agit de la Refondation de l'architecture institutionnelle et structurelle et la légitimation de l'État par le Droit. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons réconcilier les Camerounais sur la base d'un réarmement éthique, créer les conditions pour la relance de l'écono-

mie nationale en assurant le bien-être social et l'égalité de chance à tous.

B. Les institutions

La nouvelle architecture institutionnelle sera structurée autour d'un Exécutif de Transition Systémique, d'une Assemblée constituante, d'un pouvoir judiciaire de transition avec la mise en place des organes de contrôle et de recours, d'une Haute Autorité de l'Éthique, d'un Médiateur de la République, d'une commission Nationale d'Investigation et de Restitution (CNIR), d'un audit général sur la situation de la Nation, et enfin d'une Commission Vérité, Justice et Réconciliation.

C. Les missions de la transition systémique

Le Forum National

de la Refondation sera composé des formations politiques, des organisations de la Société civile, des représentations coutumières et religieuses, des corporations, des organisations syndicales légalement déclarés, etc. Il aura pour principales missions de jeter les bases institutionnelles d'une paix nationale indispensable à tout développement, et favoriser la réconciliation nationale. Il mettra en place un Comité des Textes Fondamentaux, chargé d'élaborer et de proposer aux instances parlementaires un Avant-projet de Constitution, un Avant-projet du Code électoral, un Avant-projet de la Charte des Partis politiques, un Avant-projet du Statut de l'Opposition et un Avant-projet de la Charte d'ac-

www.sdf.cm

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL COMMITTEE

SUPERVISEUR ÉDITORIAL / EDITORIAL SUPERVISOR : HON. JOSHUA OSIH

RÉDACTEUR EN CHEF / EDITOR-IN-CHIEF : PR TAKOUNGANG JEAN

DISPONIBLE SUR / AVAILABLE ON SDF.CM

CONTACT : +237 672 77 54 93

THEVANGUARDSDF@GMAIL.COM

